

*Témoignage de Jean-Louis Moynot,
secrétaire de la CGT de Juin 1967 à Octobre 1981*

« Mai 68 au Bureau Confédéral »

Je me suis engagé dans l'action militante syndicale et politique entre dix sept et dix huit ans. Issu d'une famille et de mouvements de jeunesse catholiques, j'ai découvert ce qu'était réellement le colonialisme par des rencontres avec des travailleurs algériens et j'ai participé à l'action pour la paix et l'indépendance de l'Algérie dès l'insurrection de novembre 1954. J'ai pris ma première carte syndicale à l'UNEF au début de 1955 et j'ai milité très activement à l'UNEF et à l'Union des Grandes Ecoles, en exerçant diverses responsabilités, jusqu'à la fin de mes études. Parallèlement, j'ai découvert le monde industriel et le syndicalisme ouvrier. Dès cette époque, j'étais décidé à militer à la CGT, alors que la plupart de mes amis étudiants penchaient pour ce qui est devenu, en 1964, la CFDT.

Puis j'ai fait mon service militaire, dont dix huit mois en Algérie en 1960 et 1961. Ce fut une période difficile, aussi bien par la guerre, dont on connaît les excès, que par le putsch des généraux en avril 1961 et par les attentats sanglants de l'OAS dans les mois qui ont suivi. Mon engagement militant était connu et il s'est poursuivi dans les limites de ce qui était possible au sein de l'Armée. Avec un ami niçois, nous rédigeons un « bulletin », ronéoté et diffusé à partir de la France, à une centaine de jeunes « appelés » servant en Algérie, eux-mêmes relais auprès des jeunes qui les entouraient.

De retour, jeune ingénieur aux Chantiers Navals de la Ciotat, j'ai adhéré à la CGT le 1^{er} mai 1962 au syndicat des métaux de cette ville dont les Chantiers, en plein essor, étaient l'activité majeure et l'identité. Ce geste n'a pas réussi à ma carrière professionnelle, car le patron m'a remercié un an plus tard en prenant prétexte de prétendues difficultés économiques. J'ai retrouvé un travail qui m'a ramené à Paris puis envoyé à Nantes (de 1964 à 1967) et j'ai alors milité au sein du Syndicat national des cadres et ingénieurs de la métallurgie et à l'UGIC renaissante. Dans le Conseil National du syndicat, nous étions plusieurs à être clandestin ou semi clandestin dans notre entreprise.

Au printemps 1967, aux Chantiers de l'Atlantique, une grande grève incluant les « mensuels », c'est-à-dire la maîtrise des ateliers, ainsi que les techniciens et dessinateurs des bureaux d'études, a duré pendant deux mois. Comme responsable de la commission départementale des ingénieurs et cadres, je me suis rendu à Saint-Nazaire pour des réunions de rencontre et d'échanges avec des cadres non grévistes, dont nous cherchions à obtenir au moins la neutralité. C'est sur l'ensemble de ces bases que la Fédération CGT des Travailleurs de la Métallurgie a décidé de présenter ma candidature au Bureau Confédéral. J'y ai été élu au 36^{ème} congrès, à Nanterre, en juin 1967.

Ce préambule n'est pas inutile, car il vous permettra de comprendre comment on peut devenir secrétaire de la CGT à moins de trente ans, et d'éclairer le regard qui a été le mien sur le mouvement de mai. J'avais certes une expérience – plus importante d'ailleurs que je le pensais – de prise de responsabilités dans des circonstances cruciales et parfois dangereuses, mais j'étais bien nouveau à la direction de la CGT. L'affrontement avec le pouvoir et l'ampleur sans précédent de la grève ne m'ont pas vraiment surpris, compte tenu de la montée du climat revendicatif, de l'unité d'action avec la CFDT, et des importantes grèves d'entreprises, telles qu'à Saint-Nazaire, au cours des mois et années précédentes. Mais ils m'ont profondément impressionné, et l'intensité de cette expérience, en me propulsant à des

responsabilités d'une autre dimension, a provoqué une très forte accélération de mon évolution personnelle. Avec l'expérience du combat pour l'indépendance de l'Algérie, Mai 68 au Bureau Confédéral a été une des grandes chances de ma vie.

Mon entrée dans le mouvement de 68 présente une autre particularité. La première quinzaine de mai, j'étais avec Benoît Frachon en délégation à l'étranger et les événements clés du déclenchement de la grève – du 11 au 15 mai – nous sont parvenus au Japon, par la direction du Sohyo (Centrale syndicale de gauche), puis à Moscou, brève étape d'un retour accéléré. Sans m'étendre sur des détails anecdotiques, je dirai qu'au départ de notre vol, Alexandre Chelepine, Président des syndicats soviétiques, nous a dit en plaisantant : « transmettez mes félicitations au camarade de Gaulle ». Ce qui ne l'a pas empêché, six mois plus tard, de reprocher à la CGT de n'avoir pas pris le pouvoir en mai, sans doute pour se défendre de notre condamnation de l'entrée des troupes du pacte de Varsovie en Tchécoslovaquie pour mettre fin au Printemps de Prague.

Notre vol Moscou – Paris a été le dernier à se poser au Bourget, dans un aéroport désert où Georges Séguy et les autres camarades du Bureau Confédéral nous ont accueillis et fait part de l'extension considérable de la grève. Et nous avons, le jour même, plongé dans le tourbillon des événements.

La première chose que je voudrais dire sur ce que nous avons vécu en mai et juin, c'est que le Bureau a travaillé et débattu dans un climat de confiance partagée. Nous passions beaucoup de temps ensemble à suivre les événements et à définir comment y répondre. La caractéristique essentielle de cette grève, comme l'a dit Georges, c'est qu'elle fut autogérée, entreprise par entreprise, tout en prenant un sens général de mouvement d'émancipation. C'est d'ailleurs grâce à cette caractéristique que le mouvement a pu prendre une telle ampleur. Evidemment, il n'a pas manqué de commentateurs pour affirmer que la CGT était dépassée par les événements et qu'elle appuyait la grève pour tenter de la contrôler. Pourtant, l'enthousiasme y était, de même que la volonté de donner à la grève le maximum d'ampleur et de puissance. Le texte des interventions de Georges au CCN du 15 mai en témoigne largement. Il demande à tous les militants de se rendre dans les entreprises encore au travail et d'appeler les travailleurs à se réunir, à débattre de leurs revendications et à décider eux-mêmes de leur action. Qu'il y ait eu une décision spontanée, sans attendre des consignes venues d'en haut, dans les premières usines entrées en grève illimitée, est un fait qui créait la possibilité d'élargir le mouvement. Mais la méthode adoptée consciemment et mise en œuvre activement par les militants a eu un effet bien supérieur à celui qu'aurait eu un mot d'ordre de grève générale venu d'en haut. Et c'est, je le dis haut et fort, l'intelligence de la situation qu'a eue le secrétaire général de la CGT, qui a conduit à opter pour cette dynamique. Le mot d'autogestion n'avait pas encore cours à la CGT, mais l'esprit y était. Et les travailleurs l'ont parfaitement compris. Cela renvoie à toute une longue histoire du syndicalisme et de la classe ouvrière en France. Le premier n'a que très rarement brillé par son niveau de syndicalisation et d'organisation. La seconde, combative et lui faisant confiance, mais peu disposée à s'organiser, entre dans l'action lorsqu'elle en ressent la nécessité et les chances de réussite. L'éclosion de telles intuitions ne se planifie pas. Et l'importance que le mythe de la grève générale révolutionnaire a eu dans l'imaginaire syndical, n'a jamais conduit à ce qu'un mot d'ordre central en crée les conditions.

Je ne vais pas revenir sur les précisions que Georges a données au sujet de plusieurs moments décisifs comme le meeting de Renault Billancourt au sortir de la conférence de Grenelle. Le témoignage que je peux en donner est qu'en sortant de sa voiture au retour, Georges était

enthousiasmé par l'intelligence des réactions des ouvriers en grève. Et sur ce que recouvre cette question fondamentale de la conduite des luttes avec les travailleurs, auxquels revient la décision, je souligne qu'il y a une continuité absolue entre cette conception et les initiatives répétées du même secrétaire général pour promouvoir une véritable démocratie syndicale et ouvrière, non sans rencontrer de sérieuses résistances à l'intérieur et à l'extérieur de la CGT. Les avancées présentes de la CGT sont héritières de ces batailles longtemps inabouties.

Deuxième sujet majeur de mon témoignage : nous savions tous que l'ampleur de la grève et de l'ensemble du mouvement posait avec acuité la question d'un débouché politique : « dix ans, ça suffit ! », disaient les manifestants en s'adressant à de Gaulle. Mais toute la difficulté résidait dans le fait que les conditions d'un tel débouché, à savoir l'union ou l'alliance des forces politiques de gauche, n'ont existé à aucun moment. La CGT a pourtant fait tous les efforts qu'elle pouvait dans ce sens. Lorsque Benoît et moi sommes rentrés à Paris, une rencontre était prévue avec la FGDS (Fédération de la Gauche Démocrate et Socialiste). Elle a eu lieu le 20 mai. La FGDS était représentée par François Mitterrand et Guy Mollet. Ce qui est ressorti de plus clair de cet échange de vues est que, se voyant déjà accéder au gouvernement (mais comment ?), nos interlocuteurs demandaient à la CGT de modérer ses revendications. La situation politique n'a pas évolué au cours des jours suivants et c'est ce qui a conduit, le 23 mai, à revendiquer l'ouverture de négociations nationales. J'ai été chargé de présenter cette conférence de presse, peut-être parce que j'étais le plus jeune et qu'aucun d'entre nous n'était enthousiaste pour demander cela au gouvernement de Pompidou. Mais la question politique a rebondi après la conférence de Grenelle, et surtout après l'échec de la tentative de Michel Rocard d'imposer Pierre Mendès-France comme candidat Premier Ministre, ce que l'intéressé a écarté en refusant de prendre la parole au meeting du stade Charléty, le soir du 27 mai. La CGT a alors fait tout ce qui était en son pouvoir pour rassembler toutes les forces syndicales et politiques de gauche dans une grande manifestation qui a eu lieu le 29 mai (jour où de Gaulle avait quitté Paris pour une destination inconnue sur le moment) et dans laquelle le mot d'ordre de « gouvernement populaire » a pris le pas, non sans quelque illusion, sur les revendications sociales.

Je reviendrai sur les circonstances qui ont consacré l'échec de telles retrouvailles unitaires (puisque seuls, la CGT et le Parti Communiste ont appelé à cette manifestation) mais je puis témoigner que la CGT n'a épargné aucun effort pour y parvenir. Par exemple, plusieurs fédérations du secteur public, qui avaient obtenu le maximum sur leurs revendications, ont prolongé la grève dans l'espoir qu'elle débouche sur une entente à gauche et un changement politique. J'ai été personnellement témoin d'un échange à ce sujet entre Georges Séguy et Michel Warcholak (alors secrétaire général de la Fédération Nationale des Travailleurs de l'Etat) au cours duquel ce dernier a confirmé à Georges que sa Fédération et les personnels des Arsenaux étaient en condition de poursuivre la grève encore quelques jours, nonobstant des résultats revendicatifs sans précédent qui étaient déjà acquis. C'est, bien entendu, le retour du Général de Gaulle, son discours agressif prononçant la dissolution de l'Assemblée Nationale, la manifestation de la droite aux Champs Elysées et le déploiement démonstratif d'un dispositif militaire et policier, qui ont fermé la porte pour un temps au changement politique. Mais au fond, c'est l'incapacité des dirigeants politiques de la gauche de comprendre le sens et la portée du mouvement, et le refus de certains d'entre eux de s'unir pour apporter une réponse politique à ses aspirations, qui ont rendu impossible ce changement.

Que s'est-il réellement passé à Grenelle ? Georges l'a expliqué pour l'essentiel. J'y ajouterai quelques détails comme témoignage personnel. J'ai présenté, au nom de la délégation CGT,

notre argumentation en faveur de l'augmentation du SMIG (et du SMAG), ainsi que de l'augmentation générale des salaires. Nous avons été surpris que le Président du CNPF, Monsieur Huvelin, n'oppose pratiquement pas de résistance sur ce terrain et que le premier Ministre accepte, à peu de choses près, ces revendications. Il faut savoir que le SMIG était de 2,22 francs de l'heure, le SMAG de 1,94 francs, et qu'il existait des abattements selon l'âge pour les jeunes travailleurs. Nous demandions l'unification dans un seul salaire minimum interprofessionnel garanti à 3 francs de l'heure. Cela représentait un accroissement de 35% pour le SMIG et de 54% pour le SMAG qui disparaissait du même coup. Pour l'augmentation générale des salaires, les 10% que nous demandions ont été obtenus, mais en deux étapes, et l'examen de la revendication de l'échelle mobile a été renvoyé au début de l'année suivante. Dans les mois qui ont suivi, ces concessions ont été vivement critiquées dans les milieux patronaux et ont coûté son poste de président à Huvelin, auquel François Ceyrac a succédé. Ce dernier dit aujourd'hui, avec le recul du temps, que cette « erreur » n'était pas si grave, car elle n'a eu que des effets conjoncturels.

Pour le reste, il y a eu des succès très importants comme l'instauration du droit syndical dans les entreprises. Mais le climat était tendu, y compris entre les confédérations syndicales, et il a fallu négocier pied à pied. La lucidité et la détermination de Pompidou, seul à prendre la parole du côté gouvernemental, étaient impressionnantes.

Je puis aussi témoigner du fait que le texte élaboré au cours de la deuxième nuit, sur l'emploi et la formation, doit beaucoup aux conceptions et revendications mises en avant par l'UGIC au cours des années précédentes. Ce texte a, quelques mois plus tard, servi de point de départ aux deux grandes négociations qui ont abouti aux accords interprofessionnels sur l'emploi (1969), puis sur la formation continue (1970), ce dernier intégralement repris dans la loi de 1971.

Je passe sur les autres sujets de la négociation, comme sur le déroulement des discussions. Ce qu'il me paraît essentiel de redire au sujet du constat établi en fin de négociation, est que, du côté syndical, personne n'a prétendu qu'il s'agissait là d'un accord. La CGT a déclaré la première qu'elle allait soumettre ces résultats aux travailleurs en grève, et les autres organisations ont fait des déclarations approchantes. Nous avons sursauté en entendant un peu plus tard les radios affirmer que la CGT avait signé un accord. Mais, à la réflexion, ce mensonge de propagande était logique. Le gouvernement et le patronat n'avaient pas de plus grand espoir que de voir la grève s'arrêter à l'issue de cette longue, et finalement dure négociation. C'est pourquoi ils se sont efforcés, fut-ce par la voix de gauchistes indignés, d'accréditer l'idée que l'on était parvenu à un accord et que la CGT allait appeler à la reprise du travail.

A ce stade, la CGT avait en fait deux préoccupations majeures : celle de relancer la grève sur des bases professionnelles et d'entreprises, afin d'obtenir le maximum de résultats revendicatifs partout où les travailleurs en avaient la force ; et celle de maintenir la solidarité de tous dans la diversité des situations et des décisions que les collectifs de grévistes allaient prendre. Benoît Frachon l'a remarquablement expliqué au cours de la Commission administrative confédérale qui s'est tenue dans la journée du 27. Il a souligné que dans des entreprises où les travailleurs ou travailleuses n'avaient jamais fait grève auparavant, certains considéreraient, non sans raisons, que l'augmentation du SMIG et de l'ensemble des salaires était pour eux un grand succès qui leur permettait de reprendre le travail. D'autres, nombreux a-t-il dit, se sentiront la force de continuer la grève pour décrocher de meilleurs résultats revendicatifs. D'autres enfin veulent poursuivre avec l'espoir de parvenir à un changement

politique. Ce serait une grave erreur que les plus conscients et les plus combatifs reprochent à ceux qui vivent leur première expérience de ne pas aller plus loin. Il fallait au contraire être solidaires, en les encourageant et les aidant à s'organiser pour être plus forts dans l'avenir. C'est dans cet esprit que la grève a été puissamment relancée dans l'immédiat et s'est poursuivie dans de nombreux secteurs pendant la première quinzaine de juin.

Ce qui n'a pas été réussi en mai 68 est la rencontre avec le mouvement des étudiants dont l'extension rapide, massive, et la radicalité, étaient porteuses d'une exigence de profonds changements dans la politique et la société. La CGT n'était pas préparée à comprendre ce message dans la forme où il s'est exprimé. Beaucoup de ses militants et sympathisants ont pourtant participé avec enthousiasme à l'intense mouvement de libération des idées et des rapports sociaux et individuels qui a traversé notre pays pendant plusieurs semaines. Mais les différences de situation et de culture avec une grande partie du monde du travail étaient, me semble-t-il, trop grandes pour que la jonction s'opère au rythme des événements entre ce mouvement et celui de la grève, pourtant porteuse d'exigences similaires. Une faille, ouverte à la conscience des jeunes et de bien d'autres, a laissé entrevoir l'espoir d'un monde radicalement différent des sociétés produites par la guerre froide et la croissance capitaliste d'après guerre. Fol espoir peut-être, mais dont le sens social et politique était bouleversant.

En dépit des incompréhensions, c'est bien pour sauver les étudiants de la répression que les forces syndicales, à l'initiative de la CGT, ont appelé à la grève et aux manifestations du 13 mai, lesquelles ont pris l'allure d'une vague déferlante et déclenché les premières décisions de grève illimitée dès le lendemain. Quelques jours plus tard, Benoît Frachon s'inquiétait, dans une interview, de l'état des rapports entre la CGT et l'UNEF.

Il faut tout de même dire à ce sujet que le souci d'assurer la sécurité dans d'immenses usines occupées n'incitait guère à ouvrir grandes les portes aux porteurs d'un message révolutionnaire. Et ne pas oublier que les courants gauchistes bien présents parmi les étudiants étaient fortement imprégnés d'anticlégalisme et d'anticommunisme. Je peux témoigner d'un épisode aussi triste que cocasse à ce sujet. Le 28 mai, la plupart des organisations syndicales, sollicitées par la CGT pour une grande manifestation le lendemain, avaient conditionné leur accord à la participation de l'UNEF. Henri Krasucki, moi-même et un ou deux autres camarades avons donc reçu à 14 heures une délégation de l'UNEF. La discussion a duré cinq heures autour du raisonnement suivant de nos interlocuteurs : « Au point où en est le mouvement, une manifestation ne peut se fixer une autre destination que l'Élysée ou Matignon. Mais y aller ne peut que produire un bain de sang. Nous ne voulons pas être responsables de cela ». Toutes les tentatives de les amener à sortir de ce cercle vicieux ont échoué et ils sont repartis, visiblement satisfaits d'avoir fait barrage à un regroupement unitaire. Jacques Sauvageot ne faisait pas partie de la délégation. J'ai appris, des années plus tard, qu'il était partisan de participer à la manifestation mais qu'il s'était fait mettre en minorité et qu'il avait en conséquence refusé de participer à la rencontre.

J'aurais encore beaucoup à dire sur cette période où je n'ai guère eu le loisir d'aller me plonger dans l'ambiance chaleureuse des utopies révolutionnaires. J'ai cependant bien senti ce climat dans des rencontres avec de larges délégations de différents syndicats, tels les techniciens du cinéma qui voulaient s'assurer que la direction confédérale ne faisait pas de mauvais compromis. Mais je m'en tiendrai là, car il s'agit ici d'un témoignage personnel pour la part qui me revient, sans prétention de couvrir l'ensemble du sujet.

Pour conclure, je voudrais évoquer Mai 68 dans son contexte mondial. Sans faire l'analyse des dix années qui l'entourent, on doit au moins se souvenir que 1968 a été l'année de grands mouvements politiques sur les campus, revendiquant la démocratie, la liberté, aux Etats-Unis (contre la guerre du Vietnam), au Mexique, et dans d'autres pays à travers le monde. C'est aussi l'année du Printemps de Prague en Tchécoslovaquie. L'année suivante, l'Italie a connu l'automne chaud de grèves prolongées. Réprimés ou victorieux, ces mouvements s'inscrivaient dans un ébranlement dont les échos et les prolongements ont abouti à la chute des dictatures au Portugal, en Espagne, en Grèce, quelques années plus tard. Pour la CGT, mai 68 est avant tout la plus grande grève du vingtième siècle. Avec le mouvement des étudiants, ce mois mémorable est aussi partie intégrante d'un moment fort de l'histoire du monde. La mondialisation nous en promet d'autres.